



# LE TAX SHIFT PERMETTRA-T-IL DE SAUVER LE MONDE (OU LA BELGIQUE AU MOINS) ?

Allez, on se fait un petit flashback. Juillet 2015, au cœur de l'été, Charles Michel annonce une réforme de la fiscalité : le Tax shift. Nous revenons ici sur les principes, les objectifs et le bilan qu'on peut faire de cette pièce maîtresse de la législature actuelle.

## 1 Le Tax shift, c'est quoi encore ?

### Le principe

Le Tax shift, c'est un glissement de taxes ou contributions à l'Etat. Donc, le gouvernement décide que certaines contributions sont diminuées tandis que d'autres augmentent. Donc certains acteurs économiques paieront moins d'impôts, d'autres en paieront plus, et d'autres enfin ne verront aucune différence car ce qu'ils gagnent d'un côté, ils le perdent de l'autre.

### En pratique

Dans les faits, les travailleurs ont eu une baisse de l'impôt sur le revenu et les entreprises paient moins de cotisations sociales patronales. Comme ces moyens sont autant de choses en moins dans les caisses de l'Etat fédéral et de la Sécurité sociale, le gouvernement a décidé des augmentations de TVA et des accises surtout payées par le citoyen. Mais cela ne suffit pas pour équilibrer la balance !



### En moins dans les caisses de l'Etat

Impôt sur les personnes physiques (citoyens)  
Cotisations sociales patronales (entreprises)



### En plus dans les caisses de l'Etat

TVA sur l'électricité et accises sur le diesel, alcool et hausse du précompte mobilier (citoyens)



### Ce qu'il faudra pour neutraliser le coût

Effet-retour du Tax shift  
Nouveaux impôts et baisse de prestations de Sécurité sociale

Le Tax shift a été mis en place par le gouvernement avec 3 objectifs :

### Objectifs

1. Faire un glissement de fiscalité qui soit neutre sur le budget de l'Etat (donc une balance équilibrée).
2. Créer des emplois et avoir des effets retours positifs sur l'économie. Ces effets retours doivent servir à équilibrer la balance.
3. Augmenter le pouvoir d'achat des citoyens belges.

## 2 Le Tax shift a-t-il rempli ses objectifs ?

### Finances publiques : un Tax shift pas neutre financièrement ... donc des impôts nouveaux ou une diminution de la Sécu à venir que vous payerez !

Quand on regarde la balance, le gouvernement a accordé d'office les réductions de cotisations sociales et les diminutions d'impôts, en l'échange d'une augmentation de la TVA et d'autres impôts. Mais ces augmentations ne couvraient pas la diminution. Selon une étude récente de la KUL, qui rejoint le constat de la Banque Nationale, le Tax shift n'est pas financé entièrement, même en

tenant compte des effets-retours potentiels. Qu'est-ce que cela signifie ? Que pour équilibrer le tout, il faudra trouver des moyens soit en augmentant la TVA, soit en diminuant certains services publics ou prestations de Sécurité sociale. C'est déjà ce qu'il se passe lorsqu'on rembourse moins bien les soins de santé ou abolit les crédit-temps, et c'est ce qui se passera encore à l'avenir.

### Emploi : des chiffres de création d'emplois très modestes

Les entreprises ont reçu des réductions de cotisations sociales et ont profité du saut d'index. Certaines d'entre elles ont peut-être utilisé cet argent pour créer des emplois. Mais pas toutes, car il n'y a aucun mécanisme contraignant ! Il faut donc relativiser l'affirmation du gouvernement qui lie Tax shift et emploi. La conjoncture économique en Europe est bonne et les créations d'emplois en

Belgique, même sans le Tax shift, se seraient produites parce que le carnet de commandes des entreprises se remplit. Pourtant, ces créations d'emplois sont en Belgique à un niveau bien en-dessous de la moyenne européenne. C'est surtout la bonne conjoncture économique qui crée de l'emploi, et le Tax shift, en étant financé par les travailleurs, aide surtout les actionnaires à avoir du cash.

### Pouvoir d'achat : une augmentation temporaire à la fin du mois contre une diminution de la qualité de vie

Le gouvernement vante sans cesse les augmentations nettes à la fin du mois. Vous en avez peut-être bénéficié. Il y a évidemment des conséquences derrière ce «cadeau». D'abord, votre hausse de net s'est faite après un saut d'index qui vous fait perdre du salaire tout le long de votre vie. Ensuite, ce net accompagne une diminution de cotisations sociales patronales et donc une moindre contribution à la Sécurité sociale. Cela entraîne une baisse de l'ampleur et de la qualité de celle-ci dans plusieurs domaines

(recul de la pension, fin des crédit-temps, remboursements plus bas en soins de santé...). Une qualité de vie moindre donc. Enfin, le Tax shift n'est pas encore financé : il y aura encore soit des reculs en Sécurité sociale et dans les services publics soit des augmentations d'impôts. Dans ce dernier cas de figure, la KUL a calculé que les 20% de Belges les plus pauvres perdront même de l'argent avec le Tax shift (entre 24 et 45€ par mois).